



DL/SC

*Inauguration du stand du SGLCE sur la Fête de l'Humanité (11 septembre 2014)*

## **Intervention de Didier LOURDEZ**

Cette année encore, dans le cadre de la solidarité internationale, les petites mains du Village du Monde ont relevé le défi de sa construction et grâce à elle, le SGLCE y a son espace. En notre nom, je les en remercie très chaleureusement.

Le mois dernier, notre camarade Laurent LOURDEZ nous a quittés brutalement à l'aube de ses 49 ans. Laurent était engagé dans notre syndicat, il était délégué du personnel au Journal officiel et venait d'être élu à la Commission exécutive de notre syndicat lors de notre dernier congrès. C'était un des piliers des petites Mains du Village du Monde. Lolo était ici chez lui, toujours disponible et solidaire, prêt à dépanner et à rendre service. Dans un ultime hommage et à la mémoire de Laurent, nous vous demandons d'observer une minute de silence.



La situation internationale est meurtrière et complexe. La guerre sévit un peu partout dans le monde. L'extrémisme religieux, le nationalisme et/ou les positions économiques de certains pays en sont les principales causes.

Notre syndicat participe et participera à toutes les initiatives favorisant par le dialogue et la négociation, la vision qu'il a d'un monde en paix. Nous n'acceptons pas que soit bombardée une population dont la seule préoccupation est de vouloir vivre libre et de travailler dans son pays.

C'est dans ce cadre que cet été, le SGLCE a relayé les appels à manifester du Collectif national pour une Paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens dont la CGT est signataire. Il faut arrêter le massacre dont la population palestinienne est victime, exiger la levée du blocus avec la mise en place d'un accord de paix durable entre Israéliens et Palestiniens. Et pour la CGT, cela passe par la reconnaissance d'un état palestinien à côté de celui d'Israël.

Il y a quelques jours seulement, et après plus de 2 mois de bombardement intense sur la bande de Gaza, les Palestiniens et Israéliens ont acté un accord de cesser le feu, étape fragile comme à chaque fois mais cruciale pour les populations.



La rentrée politique s'est faite sur les chapeaux de roues. Non, je ne veux pas parler du livre de Valérie qui dit à François « Merci pour ce moment ». Pour ce qui nous concerne, depuis l'élection de ce dernier, le moment commence à être long et difficile à vivre.

Au lieu de s'attaquer au monde de la finance comme il s'y était engagé, il prend des mesures contre le monde du travail et les salariés en rognant sur leurs droits et leurs salaires. Il s'attaque aussi aux retraités à travers le gel de leur pension ; à ce sujet, la Commission exécutive de notre syndicat appelle d'ores et déjà à participer à la manifestation du 30 septembre pour les revendications des retraités ainsi qu'à celle du 16 octobre qui concerne le projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

.../...

Il s'attaque encore aux demandeurs d'emploi qui viennent de dépasser la barre des 5 millions et qui, en plus, sont stigmatisés par le ministre du Travail qui, au prétexte de faire des économies, veut renforcer les contrôles des sans-emplois.

La politique mise en place par le gouvernement, dictée par Bruxelles et exigée par le MEDEF, à coups de milliards d'aide aux entreprises, se révèle être un véritable fiasco. Ces milliards ne servent qu'à une seule chose, augmenter les dividendes des actionnaires.

Face à cela, notre réponse doit s'inscrire dans la campagne lancée par notre Confédération sur le coût du capital. Il nous faut convaincre les salariés qu'une autre répartition, plus juste des richesses est possible ; cela passe par de véritables augmentations des salaires et, en premier lieu, par un SMIC à 1700 € immédiatement.

Cette politique gouvernementale jette les plus démunis dans les bras de l'extrême droite et il nous faut dénoncer la posture et l'idéologie de ce parti pour qui la misère des autres est son fonds de commerce en plus des idées racistes, xénophobes et nauséabondes qu'il déverse chaque jour. Leurs valeurs ne sont en rien compatibles avec les nôtres et il nous faut les combattre et en débattre plus que jamais avec les salariés dans nos entreprises. Ne banalisons pas l'extrême droite, le danger est là.



Dans notre profession, le numérique devient l'arme des éditeurs. La direction du *Monde* n'échappe pas à cette règle et sacrifie son imprimerie en refusant de la moderniser.

Même si nous constatons une baisse d'activité, le papier n'est pas mort, loin s'en faut. Mais il nous faut maintenant prendre nos responsabilités. C'est ce qu'a fait le SGLCE en signant un constat de discussion mardi dernier avec le Syndicat de la Presse quotidienne nationale pour dresser des perspectives dans notre profession.

Ne soyons pas dupes, ce qui intéresse le SPQN, c'est de dégraisser encore un peu nos effectifs. Face aux mutualisations des imprimeries que veulent engager les éditeurs du SPQN, l'exigence qu'a toujours eue notre syndicat et qui a été réaffirmée lors de cette réunion, est qu'une solution d'emplois pérennes d'accompagnement, de repositionnement soit proposée à chacun des salariés concernés.

Sans rentrer dans les détails, nous avons acté d'engager une réflexion d'ici à 2020 pour définir la place et l'avenir du papier dans cette période, les investissements nécessaires à la valorisation du support papier pour y apporter de la valeur ajoutée, avec un regard particulier sur la charge de travail. Il conviendra aussi d'intégrer dans ce texte la prise en compte de la pénibilité pour tenter de graver dans le marbre un nouvel article dans la convention collective.

Voici résumées en quelques mots les négociations que nous engagerons dès la semaine prochaine et qui seront hebdomadaires. Régulièrement, il nous faudra faire un point des avancées des négociations ; nous sommes convaincus qu'il nous faudra nous mobiliser à la hauteur de nos exigences pour obtenir la satisfaction des revendications que nous portons.

Et comme la solidarité dans notre profession n'est pas un vain mot, nous avons décidé lors de notre congrès d'apporter la solidarité financière à nos camarades cheminots qui ont observé dix jours consécutifs de grève pour s'opposer au démantèlement de l'entreprise dans laquelle ils travaillent. Celle-ci s'élève à 2 450 €.